

Ban Ki-moon tente de convaincre le Burundi de reprendre les discussions

RFI, 27-09-2015 Burundi : l'ONU appelle les autorités à un dialogue inclusif Le secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-moon, tente de convaincre le Burundi de reprendre les discussions, très vite, pour aboutir à un consensus politique dans le pays. Les violences, les arrestations arbitraires et les poursuites de représentants de partis ou de la société civile, se multiplient. Le dialogue a été rompu entre l'opposition et le pouvoir, depuis que le chef de l'Etat, Pierre Nkurunziza, a décidé de se représenter. Depuis, il a été élu pour un troisième mandat, lors d'un scrutin boycotté par l'opposition, qui a renforcé le sentiment de colère chez ses détracteurs.

Ban Ki-Moon veut faire accélérer les choses, malgré l'assurance des autorités burundaises de relancer le dialogue, avec tout le monde. En marge de l'Assemblée générale de l'ONU, le secrétaire général des Nations-unies, a rencontré vendredi 25 septembre, le deuxième vice-président du Burundi, Joseph Butore, et l'ancien, le nouveau, exhorté à reprendre au plus vite, un dialogue inclusif. Bien que les autorités burundaises se disent prêtes au dialogue et ont même créé une commission nationale de dialogue interburundais, la plupart des acteurs, hostiles au troisième mandat, de l'opposition ou encore de la société civile, sont tous poursuivis pour insurrection et complicité dans la tentative de putsch du 13 mai dernier. Ban Ki-moon appelle les autorités à plus de souplesse, comme l'explique son porte-parole Stéphane Dujarric. « Le secrétaire général a exprimé sa vive préoccupation face à la crise politique persistante et à la violence politique au Burundi que l'on voit encore. Il a aussi souligné au vice-président la gravité de la situation des droits de l'homme au Burundi et a exhorté le gouvernement à accélérer les enquêtes et les poursuites judiciaires contre les individus responsables de violations », a encore déclaré Stéphane Dujarric. A la question de savoir si le vice-président du Burundi a reçu ce message, le porte-parole de Ban Ki-moon a ajouté qu'il ne pouvait parler au nom du Secrétaire général. « Notre côté, les messages à passer étaient clairs. La situation au Burundi reste très préoccupante. Le Secrétaire général a exhorté le gouvernement et bien sûr les autres parties à s'engager dans un vrai débat et un dialogue inclusif pour renforcer la stabilité et le développement du pays », a précisé Stéphane Dujarric. Cet appel du secrétaire général des Nations unies à un dialogue inclusif a été largement repris dans la presse onusienne. Le ministre burundais des Relations extérieures, Alain Aimé Nyamitwe, estime de son côté que le point de vue de Bujumbura aurait dû y figurer aussi. « La presse des Nations Unies n'a pas repris correctement l'essentiel des discussions qui ont eu lieu entre les deux », dit-il. Nous sommes un peu surpris de voir que le Readout des Nations unies ne reprend que ce que le secrétaire général Ban Ki-moon a dit. Or, continue-t-il, le vice-président a exprimé la position du Burundi et a informé le secrétaire général de la constitution de la prochaine commission nationale de dialogue interburundais qui donnera la parole à toute la population, de manière la plus large possible. Lui [Ban Ki-moon] a dit qu'il faudrait effectivement avoir un dialogue inclusif mais nous, nous disons qu'effectivement nous sommes d'accord avec le principe d'un dialogue inclusif ; nous ne sommes peut-être pas d'accord avec les modalités que certaines autorités au sein des Nations Unies voudraient coller à ce dialogue inclusif », a enfin déclaré le ministre des Affaires étrangères burundais. Inquiétude des réfugiés burundais en Tanzanie Mécènes sans frontières (MSF) Suisse tire la sonnette d'alarme en Tanzanie. L'organisation s'inquiète de l'afflux massif de réfugiés Burundais dans le pays. Ils sont plus de 90 000 à avoir quitté leur pays pour trouver refuge dans un camp Tanzanien qu'ils partagent avec 60 000 réfugiés congolais. Les capacités d'accueil sont clairement dépassées et l'approche de la saison des pluies n'est pas faite pour rassurer l'ONG. Par ailleurs, et même si deux nouveaux sites devraient permettre, d'ici deux semaines, de désengorger le camp, les associations humanitaires restent très inquiètes. Les réfugiés manquent de tout et les humanitaires sur place ne sont clairement pas assez nombreux. « Il y a deux types de problèmes. D'abord les conditions de vie restent très mauvaises. Il y a encore 25 000 réfugiés qui vivent sous des tentes, dans des conditions d'hygiène très difficiles, avec le risque de transmission de maladies comme la malaria, les infections de peau et autres maladies liées aux conditions d'hygiène. Et alors que la saison des pluies approche, ça devrait commencer dans les tous prochains jours, ce qui nous inquiète aussi c'est qu'il n'y a pas assez de moustiquaires. Avec le transfert prochain des réfugiés burundais sur de nouveaux sites, on craint qu'il n'y ait pas assez d'acteurs humanitaires pour couvrir tous les besoins. Aujourd'hui, on a un camp qui accueille plus de 160 000 réfugiés quand il ne devrait en contenir que 50 000. Du camp principal Nyarugusu, les Burundais seront transférés dans deux autres sites, les anciens sites où il y avait déjà eu des réfugiés burundais par le passé. Et ils continuent d'affluer, quelques 250 nouveaux réfugiés burundais par jour et ils sont partis avec quasiment rien du Burundi. Ils ont donc besoin eux aussi d'assistance, les tentes ou encore les moustiquaires », a déclaré, à RFI, Dana Krause, chef de mission de MSF suisse pour la Tanzanie.